

**FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE
UNIVERSITE DE MONTPELLIER**



**SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CONVENTION
EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME**

MASTER 1
Droit européen
Droit des personnes et de la famille
Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines
Droit privé général
Droit public – parcours Droit administratif
Droit public – parcours Droit constitutionnel
Justice, procès et procédures

Année universitaire 2025-2026

Caroline Picheral
caroline.picheral@umontpellier.fr

PLAN DU COURS

INTRODUCTION LA SINGULARITE DE LA CEDH

I - La sauvegarde et le développement de valeurs communes

1. *La place de la CEDH dans son environnement normatif*
2. *La reconnaissance de droits fondamentaux*
3. *L'organisation d'un contrôle externe aux Etats*

II - La régulation internationale de rapports internes entre les autorités et les individus

1. *Des engagements gradués en termes de régime juridique*
2. *Des engagements incorporés en droit interne*

TITRE 1 – LA NATURE DU SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CEDH

CHAPITRE 1. LA NATURE JUDICIAIRE DU SYSTÈME

SECTION 1. L'ORGANISATION DE LA COUR

§ 1 – Les réformes de la Cour

- A. La refonte du système par le protocole modificatif n° 11
- B. Le défi récurrent de l'engorgement du système depuis le protocole modificatif n° 11
 1. *Le protocole modificatif n° 14*
 2. *Le processus d'Interlaken*

§ 2 – La composition et les services de la Cour (Moodle]

- A. Les juges
- B. Le greffe

§ 3 – Les formations de la Cour

- A. Les formations ordinaires de filtrage et de jugement
 1. *La formation à juge unique*
 2. *Les comités de trois juges*
 3. *Les chambres*
- B. La Grande chambre
 1. *La dualité des modes d'intervention de la Grande chambre*
 2. *Le régime spécifique du renvoi à la Grande chambre*

SECTION 2. LA FONCTION CONTENTIEUSE DE LA COUR

§ 1 – La nature des requêtes soumises à la Cour

- A. Les requêtes interétatiques
 1. *Le schéma théorique des requêtes interétatiques*
 2. *L'exercice pratique des recours interétatiques*

- B. Les requêtes individuelles
 - 1. *La nature subjective du droit de recours*
 - 2. *La valeur substantielle du droit de recours*
- C. Les demandes de mesures provisoires
 - 1. *La nature conservatoire du mécanisme*
 - 2. *Le fonctionnement du mécanisme*

§ 2 – Le cheminement des requêtes

- A. La gestion des requêtes avant communication
 - 1. *La politique de priorisation des affaires*
 - 2. *La politique de filtrage des requêtes*
- B. *La procédure consécutive à la communication de la requête*
 - 1. *Les caractéristiques générales de la procédure*
 - 2. *Le déroulement de la procédure et les obligations des parties*

CHAPITRE 2. LA NATURE SUBSIDIAIRE DU SYSTEME

SECTION 1. L'IMPACT SUR LES FONCTIONS DE LA COUR

§ 1 – L'évolution du contrôle contentieux

- A. Le dynamisme des techniques interprétatives
 - 1. *La théorie de l'instrument vivant et effectif*
 - 2. *La théorie des obligations positives*
- B. Le développement de la retenue judiciaire
 - 1. *La théorie de la marge d'appréciation*
 - 2. *La procéduralisation du contrôle*

§ 2 – Le renouvellement de la fonction consultative

- A. La philosophie des demandes d'avis par les juridictions nationales
 - 1. *La spécificité du Protocole additionnel n° 16 par rapport à l'article 47 CEDH*
 - 2. *La spécificité du Protocole additionnel n° 16 par rapport à l'article 267 TFUE*
- B. Le fonctionnement des demandes d'avis par les juridictions nationales
 - 1. *Titulaires du droit de saisine*
 - 2. *Aspects procéduraux*
 - 3. *Objet matériel des questions*
- C. La portée des avis rendus sur demande des juridictions nationales
 - 1. *Une portée ambivalente à l'égard des autorités nationales*
 - 2. *Une portée ambiguë sur le droit de recours individuel*

SECTION 2. LA PRIORITE DES RECOURS INTERNES

§ 1 – L'obligation d'épuisement préalable des recours internes

- A. L'économie générale de l'obligation (art. 35 CEDH)
- B. La conception flexible de l'obligation
 - 1. *Le contrôle de l'épuisement des voies de droit et l'exigence d'effectivité*
 - a) *La limitation de l'obligation à l'usage normal des recours disponibles*
 - b) *La limitation de l'obligation aux « recours utiles, adéquats, efficaces »*
 - 2. *Le contrôle de l'épuisement des griefs et la théorie de l'invocation en substance*
 - 3. *La prise en considération des recours internes exercés par une association*
- C. La neutralisation possible de l'obligation d'épuisement préalable des recours

internes

1. *L'inapplicabilité de principe* (la notion de pratiques administratives)
2. *Les exemptions d'espèce*

§ 2 – Le lien avec le délai de recours devant la Cour

- A. Les règles générales de calcul du délai
 1. *La détermination du dies a quo et la notion de « décision interne définitive »*
 2. *Les modalités de computation du délai et la détermination du dies ad quem*
- B. Les contraintes spécifiques applicables aux situations continues
 1. *La spécificité des situations continues*
 2. *Le devoir de diligence du requérant (champ d'application et critères d'appréciation)*

TITRE 2 – LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME CONTENTIEUX DE LA CEDH

CHAPITRE 1. L'EXAMEN DE LA RECEVABILITE

SECTION 1. LA QUESTION GENERALE DE LA COMPETENCE DE LA COUR

§ 1 – Les critères de la compétence de la Cour

- A. La compétence *ratione temporis*
- B. La compétence *ratione materiae*
 1. *Le contrôle des réserves*
 2. *Le développement des protections « par ricochet »*
- C. La compétence *ratione personae*
- D. La compétence *ratione loci*

§ 2 – Le fondement de la responsabilité de l'Etat

- A. La dimension essentiellement territoriale de la « juridiction » de l'Etat
- B. La portée exceptionnellement extraterritoriale de la « juridiction » de l'Etat
 1. *Les limites de la conception spatiale de la juridiction extraterritoriale*
 2. *L'expansion de la conception personnelle de la juridiction extraterritoriale*
 - a) La consécration de ressorts multiples
 - b) L'exclusion de critères trop extensifs
 3. *L'ancrage d'une approche fractionnée de la juridiction extraterritoriale personnelle*
 - a) La portée fragmentaire du lien juridictionnel créé par l'ouverture de procédures dans l'Etat défendeur au sujet de faits survenus à l'étranger
 - b) La portée fragmentée du lien particulier de rattachement tenant au rapport de nationalité avec l'Etat défendeur

§ 3 – La problématique de la responsabilité de l'Etat en qualité de membre d'une organisation internationale

- A. Les principes généraux
- B. La compétence de la Cour à l'égard de la mise en œuvre du droit UE
 1. *Le sens et les bases de la présomption Bosphorus*
 2. *La mise en œuvre de la présomption Bosphorus*
 - a) Le dédoublement des conditions d'application de la présomption

- b) La redéfinition du critère de renversement de la présomption
- C. **La compétence de la Cour à l'égard de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies**
 - 1. *Le contentieux des opérations militaires*
 - 2. *Le contentieux des sanctions ciblées*

SECTION 2. LES CONDITIONS SPECIFIQUES AUX REQUETES INDIVIDUELLES

Diversité des conditions supplémentaires de recevabilité au titre de l'article 35§2 et § 3, tenant à la qualité procédurale et/ou au fond de la requête

§ 1 – Les titulaires du droit de recours individuel

- A. Les personnes physiques
- B. Les ONG
- C. Les groupes de particuliers

§ 2 – L'appréciation de la qualité de victime

- A. La détermination de la qualité de victime directe
 - 1. *La question de la perte de la qualité en cours de procédure*
 - 2. *La question de la reconnaissance de la qualité au fondement de la procédure*
- B. Les contours de la catégorie des « victimes indirectes »
 - 1. *La singularisation des griefs à l'origine de la notion de « victime indirecte »*
 - 2. *La nature des griefs à l'origine d'une possible concurrence avec la qualité de « victime directe »*
- C. L'expansivité de la notion de « victime potentielle »
 - 1. *Des critères flexibles*
 - 2. *Des limites persistantes*

§ 3 – La déconnexion exceptionnelle des notions de requérant et de victime

- A. La qualité d'une personne physique à agir pour le compte d'autrui
 - 1. *La distinction nécessaire avec le maintien de la requête formée par une victime décédée en cours de procédure*
 - 2. *Les conditions applicables à l'introduction d'une requête au nom d'une victime vivante*
- B. La qualité d'une association à agir pour le compte d'autrui
 - 1. *L'admission exceptionnelle d'une représentation de facto des victimes d'atteintes à la vie et de traitements inhumains ou dégradants*
 - 2. *L'admission privilégiée d'une représentation de facto des personnes exposées aux effets néfastes du changement climatique*

CHAPITRE 2. LE JUGEMENT DU FOND

SECTION 1. LA TYPOLOGIE DES ARRETS DE LA COUR

§ 1 – Arrêts de radiation et revalorisation des modes extra-judiciaires de règlement des litiges

- A. Radiation en cas de règlement amiable
- B. Radiation sur la base d'une déclaration unilatérale

§ 2 – Arrêts de violation et octroi de la satisfaction équitable

- A. Le fonctionnement du contentieux indemnitaire
 - 1. *Les conditions de la réparation*
 - 2. *La contingence de la réparation*
- B. La place du contentieux indemnitaire

SECTION 2. LA PORTEE DES ARRETS DE LA COUR

§ 1 – L'autorité des arrêts de la Cour

- A. La force obligatoire du jugement
 - 1. *Le relativité de la chose jugée*
 - 2. *Le principe directeur de la restitutio in integrum*
- B. L'autorité interprétative de la jurisprudence
 - 1. *Les fondements de l'autorité interprétative*
 - 2. *La réception de l'autorité interprétative*

§ 2 – L'exécution des arrêts de la Cour

- A. Le principe relatif du choix des moyens
- B. L'indication de modalités d'exécution
 - 1. *L'indication de mesures individuelles*
 - 2. *L'indication de mesures générales*
 - a) La procédure d'arrêt-pilote
 - b) Le développement des arrêts quasi-pilotes